PROCÈS-VERBAL

d'une assemblée publique de la *Commission du conseil d'agglomération sur les finances et l'administration*, tenue le jeudi 24 mai 2007 à 19 h, à l'hôtel de ville, à la salle du conseil, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal.

SONT PRÉSENTS :

- M. Alan DeSousa**, FCA, président
Membre du comité exécutif
Maire de l'arrondissement de Saint-Laurent
- M. Edward Janiszewski**, vice-président
Maire de la Ville de Dollard-Des-Ormeaux
- M. Sammy Forcillo**
Membre du comité exécutif
Conseiller de ville
Arrondissement de Ville-Marie
- M. James V. Infantino**
Conseiller de ville
Arrondissement de Montréal-Nord
- Mme Maria Tutino**
Mairesse de la Ville de Baie d'Urfé
- M. Bertrand A. Ward**
Conseiller de ville
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

EST ABSENT :

- M. Ronald Bossy**
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement du Sud-Ouest

INVITÉS :

- M. Robert Lamontagne**
Directeur principal et trésorier, Service des finances
- Mme Andrée Perreault**
Directrice, plan d'affaires et budget, Service des finances

Assistance : 13 personnes

1. Ouverture de l'assemblée

Le président salue les personnes présentes, invite les membres de la commission à se présenter, présente les invités de la commission et explique le contenu et le fonctionnement de cette assemblée.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Sur une proposition de M. Janiszewski, appuyée par Mme Tutino, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

3. Adoption du procès-verbal de l'assemblée publique du mercredi 6 septembre 2006

Sur une proposition de M. Infantino, appuyée par M. Ward, le procès verbal de l'assemblée du 6 septembre 2006 est adopté à l'unanimité.

4. Adoption du procès-verbal de l'assemblée publique du lundi 27 novembre 2006

Sur une proposition de M. Forcillo, appuyée par M. Janiszewski, le procès-verbal de l'assemblée du 27 novembre 2006 est adopté à l'unanimité.

5. Étude du processus budgétaire à la Ville de Montréal

M. DeSousa explique comment se déroulera l'étude de ce point et souligne que la commission prévoit adopter ces recommandations le 6 juin prochain. Il invite ensuite M. Lamontagne à amorcer la présentation.

5.1 Présentation par le Service des finances de la Ville de Montréal

M. Lamontagne présente et commente le document électronique préparé par son service qui sert de base à la présentation.

Le document présente d'abord des renseignements généraux sur le processus budgétaire, les objectifs et les résultats attendus de la révision du processus budgétaire et les étapes du processus budgétaire proposé.

Au chapitre des informations générales, M. Lamontagne explique que le processus budgétaire s'inscrit dans un cycle continu de gestion comprenant la planification, le suivi des plans et la rétroaction en vue d'atteindre les objectifs visés. Le processus budgétaire vise davantage la partie planification financière de ce cycle. Il présente ensuite le cycle de gestion financière qui repose sur un cadre financier établi sur sept ans. Il fait aussi état de l'importance du cadre légal et du partage des compétences dans le contexte de la nouvelle gouvernance.

Il souligne aussi que la Ville s'assure de présenter son budget en fonction des directives du ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), notamment en ce qui a trait aux directives comptables applicables et au budget consolidé.

M. Lamontagne présente ensuite les grands objectifs de la révision du processus budgétaire :

- répondre aux besoins des citoyens;
- supporter l'Administration dans l'atteinte de ses objectifs;
- viser l'implication des unités à toutes les étapes du processus;
- favoriser l'équité, la transparence, l'imputabilité et la responsabilisation;
- s'adapter à la nouvelle gouvernance;
- simplifier le processus;
- favoriser un bon arrimage des processus et une meilleure communication entre le politique et l'administratif;
- favoriser un bon arrimage des autres processus administratifs pertinents (ex. Revue des activités, services, opérations et programmes - RASOP).

Les résultats attendus sont : un processus stable d'année en année, qui cadre dans une perspective à long terme, connu et communiqué à tous, rigoureux et précis en regard de la responsabilisation des intervenants.

Mme Perreault poursuit la présentation et présente les quinze étapes du processus budgétaire :

1. Participation du citoyen
2. Projections financières sur sept ans
3. Établissement du cadre financier triennal

4. Élaboration de la stratégie globale d'équilibre et des orientations pour le PTI
5. Établissement des enveloppes budgétaires
6. Transmission des enveloppes aux services centraux et arrondissements
7. Préparation des budgets des services centraux et des arrondissements
8. Adoption du budget d'arrondissement par chaque conseil d'arrondissement
9. Consolidation et élaboration du budget selon les volets local et d'agglomération
10. Dépôt du budget au comité exécutif
11. Dépôt du budget au conseil municipal et au conseil d'agglomération
12. Étude du budget par les commissions spéciales d'étude du conseil municipal et du conseil d'agglomération
13. Adoption du budget par les conseils municipal et d'agglomération
14. Adoption des règlements
15. Processus de suivi budgétaire.

Elle présente succinctement chaque étape et les échéances qui leur sont rattachées.

5.2 Période de questions et de commentaires des citoyens

M. DeSousa invite les personnes inscrites pour la période de questions à prendre la parole.

M. Campbell Stuart, maire de Montréal-Ouest

M. Stuart propose d'ajouter, à la révision du processus budgétaire, l'objectif suivant à la liste des objectifs du processus budgétaire proposé : «respecter l'obligation fiduciaire d'équité due aux contribuables non résidents de Montréal». Ce même texte pourrait aussi être ajouté à la 3^e étape du processus budgétaire (établissement du cadre financier triennal).

M. DeSousa rappelle que les objectifs présentés dans le document sont d'ordre pratique et reflètent ce qui est prévu dans la loi. Il ne s'agit pas d'objectifs politiques comme celui que propose M. Stuart. M. Lamontagne ajoute que l'on respecte l'esprit et la lettre de la loi et que tous ces objectifs visent l'équité.

M. Stuart rejette les arguments de M. DeSousa. Pour lui, les objectifs identifiés par le service relèvent de la loi et de la politique. Il croit que sa recommandation est à la fois légale, politique et pleine de bon sens et il ne comprend pas pourquoi on hésiterait à l'inclure.

Mme Annette Dupré, fonctionnaire de la Ville de Westmount

Mme Dupré demande : «Allez-vous partager, lors d'une assemblée publique, les paramètres budgétaires?»

Elle fait référence aux éléments de la présentation sur le raffinement des paramètres budgétaires de l'année à venir. Elle souligne qu'un tel exercice aiderait les villes reconstituées dans leur propre préparation budgétaire.

M. Lamontagne convient de la nécessité de partager un certain nombre de paramètres budgétaires avec les villes reconstituées. Il mentionne la question des contributions aux villes et aux arrondissements dans le cadre de la délégation de certaines compétences (ex. entretien de la voirie artérielle). Il est important pour les villes de connaître les indexations éventuelles de contribution et d'en tenir compte dans la préparation de leurs budgets.

Par ailleurs, d'autres paramètres ne sont communiqués qu'au moment où le budget est communiqué. De même, dans le processus, divers intervenants sont impliqués et des paramètres se précisent au fur et à mesure de l'évolution du processus (ex. les niveaux d'endettement). Les paramètres sont définis autant par le Service des finances que par les autres intervenants.

M. André Cardinal

M. Cardinal considère qu'il devrait y avoir un débat public sur le cadre financier (3 ans et 7 ans) avec des interventions des citoyens. Ces derniers ne sont pas suffisamment impliqués dans les situations globales. Les débats se font sur la marge et pas sur le fond, le fond c'est le cadre financier. Il parle du déséquilibre fiscal entre les villes et les gouvernements.

Il rappelle la tenue du Sommet de Montréal en 2002 et dit qu'il faudrait un sommet du même ordre sur le cadre financier.

Il croit enfin qu'il faudrait faire des groupes témoins avec des citoyens sur le sujet du cadre financier avant de tenir des assemblées publiques. Selon lui, cette formule a permis une grande participation citoyenne dans le passé sur certains thèmes (évoquant d'une consultation sur les communautés culturelles et le développement économique).

M. Lamontagne rappelle que le maire de Montréal a amené sur la place publique le débat sur le cadre financier de la Ville en début d'année.

M. DeSousa souligne que, lors du Sommet de Montréal, il fut largement question, à travers les chantiers et la plénière, du cadre financier, des pratiques fiscales et des outils de financement.. Il rappelle que les efforts ont été constants et importants depuis, notamment dans diverses négociations avec Québec. Il conclut que la commission est ouverte à évaluer toutes les opportunités possibles pour favoriser la participation du plus grand nombre, mais rappelle qu'il n'existe pas de recette qui garantisse le succès.

5.3 Période de questions et de commentaires des membres de la commission

Mme Tutino a quatre questions portant sur la participation des citoyens, le cadre financier triennal, le rôle de la commission et le processus de suivi budgétaire 2007.

Elle se demande comment peuvent être acheminées les demandes des citoyens des villes reconstituées. Elle croit qu'un processus de participation spécifique devrait être élaboré pour les villes défusionnées. M. Lamontagne rappelle que les citoyens des villes reconstituées sont égaux à tous les citoyens de l'île et ont le même accès à tous les forums. Il évoque le modèle de gouvernance et rappelle comment les services ont présenté l'allure de leurs budgets à la commission l'an passé. Il croit que le processus de cette année, en avançant certains éléments dans le temps devrait favoriser de meilleures discussions.

En ce qui a trait au cadre financier triennal, Mme Tutino demande comment les villes reconstituées peuvent s'inscrire dans la démarche de détermination du cadre pour ne pas être prises par surprise. M. Lamontagne souligne que la réponse à cette question est essentiellement la même que pour la première question.

Mme Tutino demande si le rôle de la commission se limite à étudier le budget en vitesse à la fin de l'année. Ne peut-on pas donner des orientations plus tôt dans le processus? M. Lamontagne rappelle que les orientations sont données par les instances décisionnelles («governing bodies»). Le rôle de la commission est de faire des recommandations au conseil d'agglomération qui donne les orientations. Il souligne que les villes pourront avoir un regard sur le budget à l'avance. M. DeSousa ajoute que le budget est un processus continu et que la commission peut être très sollicitée. Il rappelle que l'exercice d'étude du budget 2007 a été lourd et qu'il conviendra de se pencher, dans les recommandations de la commission, sur une meilleure formule. Enfin, Mme Tutino considère que le processus de suivi budgétaire devrait prévoir des rapports réguliers au conseil d'agglomération. M. Lamontagne est d'accord et prévoit que cela devrait se faire en juin et octobre.

M. Janiszewski rappelle son insatisfaction vis-à-vis certains aspects du budget 2007, notamment au chapitre de la taxation où le choix de taxer moins dans le résidentiel pénalisait gravement certaines villes. Il demande pourquoi on ne disposerait pas d'un plus grand délai entre le dépôt du budget et son adoption, ce qui permettrait une étude plus complète et moins précipitée.

M. Lamontagne souligne que l'essentiel du budget d'agglomération a été présenté en commission avant le dépôt du budget l'an dernier. Il ajoute que, s'il n'y a pas de décalage causé par des situations imprévues, les discussions en commission pourraient avoir lieu plus tôt à l'automne. Il convient que l'idée de déposer le budget plus tôt mérite considération. Enfin, il signale que le budget peut toujours être modifié en fin d'année, bien que cela se produise rarement.

M. Forcillo souligne que, conformément à ce qu'on retrouve dans le document de présentation, 2008 sera la première année où le budget de la STM sera consolidé dans celui de la Ville. Compte tenu du déficit de la STM et de l'obligation de présenter un budget équilibré, il considère qu'il faudra des astuces et une solide information pour bien comprendre et lire ces budgets.

M. Forcillo s'intéresse également à la revue des activités, services, opérations et programmes (RASOP). Il parle de la nécessité pour le Service des finances d'être en amont dans ce dossier. Il rappelle l'importance d'une vision commune entre le comité du budget, le Service des finances et la direction de la Ville et souligne l'importance des mécanismes de suivi.

M. Lamontagne réagit en rappelant que le cadre financier est donné par le comité exécutif et non par le Service des finances. L'objectif du cadre financier est d'améliorer l'efficacité de l'organisation dans l'ensemble de ces activités ou même, le cas échéant, d'abandonner des activités. Cela donne un «défi budgétaire» distribué aux unités administratives. Comment chaque unité est appelée à contribuer relève de la décision du directeur général

M. Ward souligne que le processus budgétaire présenté tient compte des recommandations faites par la commission l'an dernier, notamment en ce qui a trait au démarrage plus hâtif du processus.

À la fin des interventions des membres de la commission, le président demande si les membres sont d'accord pour mettre fin à l'assemblée et reporter l'adoption des recommandations de la commission sur le processus budgétaire à l'assemblée déjà prévue le 6 juin 2007 pour l'étude du rapport du vérificateur général.

Sur une proposition de M. Infantino, appuyée par Mme Tutino, l'adoption des recommandations de la commission prévue à l'ordre du jour est reportée à l'assemblée publique du 6 juin 2007. Adopté à l'unanimité

Le président remercie les personnes présentes et les convie à la prochaine assemblée publique de la commission,

L'assemblée est levée à 21 h 20.

« ORIGINAL SIGNÉ »

Alan DeSousa
Président

« ORIGINAL SIGNÉ »

Pierre G. Laporte
Secrétaire-recherchiste